

Internet : « Les câbles sous-marins doivent devenir un outil démocratique au service du plus grand nombre »

Dans une tribune au « Monde », Félix Blanc, de l'ONG Internet sans frontières, estime que le gigantesque réseau véhiculant sous la mer, dans la plus grande opacité, la presque totalité du trafic intercontinental de données doit être placé au service de l'intérêt général.

LE MONDE ECONOMIE | 01.02.2018 à 14h00 • Mis à jour le 01.02.2018 à 14h40 | Par Félix Blanc (Responsable du bureau « politiques publiques » de l'ONG Internet sans frontières)

Tribune. Le succès d'Internet n'aurait pas été possible sans le vaste réseau de câbles sous-marins qui étendent leur empire au fond des océans, sur plus d'un million de kilomètres, y véhiculant 99 % du trafic intercontinental de données et près de 10 000 milliards de dollars (8 000 milliards d'euros) de transactions quotidiennes. Dans la plus grande opacité, quelques entreprises de télécommunication et de géants du Web en contrôlent la conception, le déploiement et l'exploitation, profitant de leur position dominante.

Les conséquences de cette hyperconcentration technologique sont économiquement dévastatrices et politiquement liberticides. L'inégalité d'accès à la bande passante internationale, sensible dans les régions les plus éloignées des centres d'interconnexion, se double d'un sentiment de suspicion généralisée, les données transitant par ces voies étant étroitement surveillées.

Il faudrait y ajouter les atteintes à la neutralité du Net, attisées par la rivalité pour le contrôle du trafic, ou encore les coupures d'Internet, partielles ou totales, qui adviennent régulièrement au point d'atterrage des câbles sous-marins. Provoquées par des Etats autoritaires, le plus souvent avec le concours des opérateurs, ces coupures sont régulièrement dénoncées par la [campagne internationale #keepiton](https://www.accessnow.org/keepiton/) (<https://www.accessnow.org/keepiton/>), dont l'ONG Internet sans frontières est partie prenante.

Bien commun mondial

Les infrastructures de la conversation mondiale doivent donc être élevées au rang de bien commun mondial et leurs règles de gestion discutées publiquement, d'autant plus que les normes internationales assurant la protection des câbles sous-marins ne sont plus à la hauteur des nombreuses menaces qui pèsent sur eux, notamment en temps de guerre. Dans cette perspective, deux initiatives méritent une attention particulière.

LE NOUVEAU
CÂBLE SOUS-
MARIN (ELLALINK)
QUI CONNECTERA
DIRECTEMENT
L'AMÉRIQUE
LATINE
À L'EUROPE EST
REPRÉSENTATIF
DES DÉFIS QUE
DOIT RELEVER
LA GOUVERNANCE
D'INTERNET

La première nous vient du Brésil, qui s'apprête à recevoir un nouveau câble sous-marin (EllaLink) pour connecter directement l'Amérique latine à l'Europe, avec une capacité de 72 téraoctets par seconde (Tb/s). L'impulsion du projet est venue de la communauté scientifique. La coopération des laboratoires astronomiques sud-américains et européens nécessite un réseau performant, fiable et indépendant du marché, surtout depuis le lancement de l'observatoire du Cerro Paranal au Chili, qui produira bientôt 70 % des données astronomiques mondiales, à hauteur de 20 Tb de données par nuit d'observation.

Ce câble est représentatif des défis que doit relever la gouvernance d'Internet. Il s'agira d'abord d'une occasion historique de faire baisser les prix de l'accès à la bande passante internationale, car le coût d'accès au trafic mondial de données passant par les Etats-Unis est encore dix à vingt fois supérieur pour l'Amérique latine que pour l'Europe. Ce câble ouvrira ensuite une nouvelle route pour le trafic mondial, jusque-là largement contrôlé par les Etats-Unis, en l'orientant vers l'Union européenne et le

Brésil, dont les législations en matière de protection des données personnelles ont souvent valeur d'exemple.

Usage dual

Enfin, les paires de fibre optique feront l'objet d'un usage dual, octroyé, d'un côté, aux opérateurs de télécommunication (le brésilien Telebras et l'espagnol IslaLink), et de l'autre, aux opérateurs non commerciaux (les réseaux académiques Giant pour l'Europe et RedClara pour l'Amérique latine).

L'UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS COORDONNE UNE INITIATIVE VISANT À FAVORISER LA MISE EN PLACE DE CAPTEURS SCIENTIFIQUES TOUT AU LONG DES CÂBLES SOUS-MARINS

Ces derniers disposeront d'une partie de la bande passante pendant toute la durée de vie du câble et pourront y favoriser non seulement les collaborations scientifiques et universitaires, mais aussi les organisations d'intérêt public. L'arrivée d'organisations à but non lucratif dans la gestion de ces infrastructures pourrait ouvrir la bande passante internationale à un écosystème numérique basé sur la coopération et le partage, comme les réseaux communautaires ou les réseaux « mesh », en pleine expansion.

La seconde initiative concerne le rôle des câbles sous-marins dans la lutte contre le réchauffement climatique. L'Union internationale des télécommunications coordonne une initiative réunissant une centaine de partenaires visant à favoriser la mise en place de capteurs scientifiques tout au long des câbles sous-marins, afin de mesurer en temps réel les changements climatiques qui dépendent de la circulation des océans.

Mise en commun des réseaux

La température et la salinité de l'eau sont les éléments qui gouvernent la densité de l'eau et, avec l'effet cumulé du vent et de l'énergie solaire, la circulation des océans. L'augmentation des températures rend certains gaz à effet de serre moins solubles dans l'eau, empêchant leur stockage naturel dans les océans.

Si ces variables pouvaient être mesurées en divers points au fond des océans, les changements climatiques seraient mieux surveillés. Or seule une toute petite fraction des câbles est utilisée pour des observations scientifiques en eau profonde. Généraliser cette dualité d'usage des câbles permettrait d'en faire un puissant instrument de mesure du réchauffement climatique, accessible à la communauté scientifique. Les industries de télécommunication ont donc la lourde responsabilité de mettre en commun leurs réseaux avec les climatologues, comme avec les centres de prévision des tsunamis causés par les tremblements de terre en eau profonde.

Ces initiatives nous invitent à faire des câbles sous-marins les protecteurs de nos biens communs. L'enjeu n'est rien de moins qu'un gigantesque transfert de pouvoir pour que ces infrastructures mondiales deviennent un outil démocratique au service du plus grand nombre, plutôt qu'une arme de surveillance de masse au profit du petit nombre.

Félix Blanc est responsable du bureau « politiques publiques » de l'ONG Internet sans frontières et chercheur associé au Centre pour la technologie et la société de la Fondation Getulio-Vargas (Brésil).
